

Nom complet

Tél :

..... Juillet 2024

BP:

Email:

**À l'attention de Monsieur le
(Maire/le Sous-Préfet/le Préfet)**

Objet :

***Dénonciation du Déficit de Gestion du
Fonds Spécial de Solidarité Nationale
pour la Lutte contre le Coronavirus***

Monsieur **(le Maire/le Sous-Préfet/le Préfet)**,

Je viens respectueusement auprès de votre haute autorité porter à votre connaissance les faits suivants :

J'ai pris connaissance du rapport de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême, qui met en évidence un déficit de gestion du Fonds Spécial de Solidarité Nationale pour la Lutte contre le Coronavirus et ses Répercussions Économiques et Sociales, créé par l'ordonnance n°2020/001 du 3 juin 2020 du Président de la République.

Ce rapport relève des infractions graves à la loi, parmi lesquelles :

- Refus d'un service dû au citoyen (article 148 du Code Pénal),
- Empiètement sur le pouvoir législatif (article 125 du Code Pénal),
- Déficit non signalé (article 138 du Code Pénal).

Une allocution du Ministre des Finances au Sénat corrobore ces faits, précisant le montant débloqué par le FMI (137 milliards de FCFA) et la fréquence des réunions du gouvernement pour sa gestion.

Notre concitoyen Hervé Henri MENO a déjà déposé une plainte contre 29 hauts fonctionnaires donc 28 Ministres et le Directeur General de la Caisse autonome d'Amortissement pour les mêmes délits, le 18 décembre 2023 au TPI Yaoundé Centre-Administratif, pour les mêmes infractions sus-citées.

Je souhaite dénoncer ces infractions conformément à l'article 135 du Code de Procédure Pénale qui stipule que toute personne ayant connaissance d'un crime ou d'un délit est tenue de le signaler aux autorités compétentes.

Je me mets ainsi à l'abri de peines de l'article 171 du Code Pénal, relatif aux dispositions des alinéas 2, 3,4 et 5 de l'article 135 du Code de Procédure Pénale.

Au regard de ces éléments, je vous demande que cette dénonciation soit transmise de toute urgence au Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Yaoundé-Centre Administratif pour suite de droit.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire parvenir un accusé de réception de ce courrier et de me tenir informés des suites données à notre demande.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, Monsieur **(le Maire/le Sous-Préfet/le Préfet)**, l'expression de mes salutations distinguées.

Nom et signature